

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1912.

Projet de loi abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi du 4 mars 1870 décide que les peines subies en cellule seront l'objet d'une réduction progressive d'après leur durée.

C'est là une disposition de circonstance. En effet, au moment où la loi du 4 mars 1870 décidait que les peines seraient subies sous le régime de la séparation, son exécution intégrale était pratiquement impossible; une partie des prisons seulement étaient construites ou appropriées d'après le système cellulaire. Il était donc logique d'établir une différence entre les peines qui seraient subies sous le régime de la séparation et celles qui le seraient sous le régime ancien.

Aujourd'hui la transformation des prisons d'après le système cellulaire est virtuellement terminée; dès lors la disposition de circonstance qui se justifiait pendant la période transitoire doit logiquement disparaître.

L'expérience a d'ailleurs eu raison du préjugé qui faisait considérer le régime de la séparation comme beaucoup plus sévère que celui de l'emprisonnement en commun. Les détenus sont certes les mieux à même d'en juger. Or, lorsque après dix années d'emprisonnement cellulaire ils ont le droit d'opter entre les deux régimes, 74 % choisissent le régime cellulaire. (Congrès pénitentiaire international de Bruxelles, 1900, vol. III, p. 400.)

La réduction des peines subies sous le régime de la séparation est moins justifiée que jamais depuis l'institution de la condamnation et de la libération conditionnelles. Celles-ci appliquées avec discernement procurent des exemptions et des modérations de peine aux délinquants qui les méritent;

tandis que la loi du 4 mars 1870 diminue toutes les peines d'une manière automatique et aveugle.

Elle énerve la répression dans des proportions qui, de nos jours, apparaissent comme un danger pour la sécurité publique; car plus le fait est grave et plus son auteur est dangereux pour la société, — plus grande aussi est la mesure dans laquelle il bénéficie de l'indulgence. Celle-ci peut aller jusqu'à diminuer de plus de moitié la durée de la peine.

La réduction, qui s'applique aujourd'hui à la généralité des peines prononcées, fausse l'application des lois pénales; car elle force le juge à prononcer des peines différentes de celles qui sont exécutées. Ces contradictions entre les décisions judiciaires et la réalité des faits sont de nature à froisser l'opinion publique. Tantôt elles font critiquer l'œuvre de la justice comme trop sévère, par ceux qui ignorent la durée effective de la peine; tantôt elles provoquent un sentiment de malaise et d'insécurité, lorsque l'auteur d'un attentat contre les personnes ou les propriétés reparait devant la victime, ses parents et les témoins qui ont déposé contre lui, longtemps avant le terme de la peine qui avait été prononcée.

Quelque justifié que soit le projet soumis à vos délibérations, le Gouvernement estimé, Messieurs, qu'il ne doit pas avoir d'effet rétroactif. Les individus condamnés définitivement avant la mise en vigueur de la loi bénéficieront des réductions de peines accordées par la loi du 4 mars 1870.

Le projet va même plus loin. En faveur des condamnés qui continueront à bénéficier du régime ancien, le projet comble une lacune de la loi de 1870, en établissant une réduction pour les peines temporaires qui dépassent la vingtième année.

La Chambre est déjà saisie de trois propositions de loi destinées à faire disparaître cette lacune et présentées respectivement par MM. De Lantsheere, De Ponthière et Vandervelde, le 8 novembre 1901.

L'abrogation de la loi du 4 mars 1870 entraîne comme conséquence celle de l'article 2 de la loi du 31 mai 1888, qui règle l'effet de la réduction des peines en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Tel est l'objet de l'article 2 du projet.

L'article premier, §§ 1 et 2, reproduit les dispositions de la loi du 4 mars 1870 qui doivent rester en vigueur. Le § 3 donne une consécration légale à une pratique humanitaire dont l'administration pénitentiaire ne s'est jamais départie.

L'article 3 rectifie une erreur matérielle dans l'article 7 de la loi sur la libération conditionnelle. Le § 2 de l'article 4, auquel cette disposition renvoie, est devenu le § 5 depuis la loi du 3 août 1899.

En proposant l'abrogation de la loi du 4 mars 1870, le Gouvernement ne prétend pas résoudre définitivement le problème de la répression de la récidive. Ce problème fait l'objet d'un projet déposé par l'honorable M. Van den Heuvel, Ministre de la Justice, le 8 mai 1906, et d'une contre-proposi-

tion de l'honorable M. Devigne, en date du 18 décembre 1906, qui autorise les tribunaux à mettre les récidivistes endurcis à la disposition du Gouvernement pour un temps indéterminé. Il appartient à la Chambre de se prononcer sur ces solutions intéressantes, mais complexes, dont elle est saisie. Toutes réserves faite à ce sujet, il importe en tout cas de ne pas prolonger le maintien d'une législation de circonstance que plus rien ne justifie aujourd'hui. Dans l'intérêt de notre régime répressif et de son efficacité, il convient de sortir de l'équivoque pour rentrer dans la logique.

C'est pourquoi le Gouvernement exprime l'espoir que la Chambre voudra bien donner sans retard son assentiment à ce projet.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

(4)

Projet de loi abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation.

Ontwerp van wet tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation.

Ils ne pourront être contraints à le subir que pendant les dix premières années de leur captivité.

Ils y seront soustraits, même avant ce terme, si leur état de santé le requiert.

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

Ces dispositions restent toutefois

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De veroordeelden tot dwangarbeid, tot hechtenis, tot opsluiting en tot gevangenisstraf worden, voor zoover de geschiktheid der gevangenen het toelaat, onderworpen aan het stelsel der afzondering.

Zij kunnen er slechts worden toe gedwongen dat stelsel te ondergaan gedurende de eerste tien jaren gevangenzitting.

Zij worden er, zelfs vóór dien tijd, aan onttrokken, indien hun gezondheidstoestand het vereischt.

ART. 2.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 zijn ingetrokken.

Deze bepalingen blijven echter van

applicables aux condamnés jugés définitivement avant la mise en vigueur de la présente loi; et, en ce qui les concerne, la durée des peines subies sous le régime de la séparation sera réduite des $\frac{10}{12}$ pour chacune des années au delà de la vingtième.

ART. 3.

Le § 2 de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 est rectifié comme suit :

« Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 5 de l'article 4 de la présente loi. »

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 1912.

toepassing op hen, die vóór de invoering dezer wet definitief waren veroordeeld; en, wat hen betreft, wordt de duur der onder het stelsel van afzondering ondergane straffen met $\frac{10}{12}$ verminderd voor ieder jaar boven het twintigste.

ART. 3.

Lid 2 van artikel 7 der wet van 31 Mei 1888 wordt als volgt verbeterd :

« Zij kan niet ingeroepen worden in het geval voorzien bij het 5^{de} lid van artikel 4 dezer wet. »

Gegeven te Brussel, den 30^e Januari 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1912.

Ontwerp van wet tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 4 Maart 1870 beschikt dat op de in eenzame opsluiting ondergane straffen eene stijgende vermindering zal worden toegepast, in verhouding tot haren duur.

Dit is eene bepaling, door de omstandigheden ingegeven. Inderdaad, toen bij wet van 4 Maart 1870 werd gelast dat de straffen onder het stelsel der afzondering zouden worden ondergaan, was het in de praktijk onmogelijk deze wet ten volle uit te voeren; alleen een gedeelte der gevangenen waren gebouwd of herbouwd volgens het cellulair stelsel. Redematig moest dus een verschil worden gemaakt tusschen de in eenzame opsluiting en de onder het vroegere stelsel ondergane straffen.

Thans is de herbouwing der gevangenen volgens het stelsel der afzondering feitelijk voltrokken; dienvolgens moet de gelegenheidsbepaling, die gedurende den tusschentijd gewettigd was, logischerwijze worden ingetrokken.

De ervaring heeft overigens de ongegrondheid bewezen van het vooroordeel, als zou het stelsel der afzondering veel scherper zijn dan dat der gevangenzitting in gemeenschap. Het best van al zijn nog de gevangenen in staat daarover te oordeelen. Welnu, wanneer zij, na tien jaren celgevangenisstraf, het recht hebben tusschen de twee stelsels te kiezen, geven 74 t. h. de voorkeur aan het afzonderingsstelsel. (Internationaal penitentiair Congres te Brussel, 1900, deel III, blz. 400.)

Minder nog dan anders is de vermindering der in eenzame opsluiting

ondergane straffen gewettigd, sedert de mogelijkheid bestaat voor voorwaardelijke veroordeeling en invrijheidstelling. Door het wel overwogen toepassen van deze, wordt aan de misdadigers, die er in aanmerking kunnen voor komen, ontheffing en verzachting van straf verleend, terwijl de wet van 4 Maart 1870 al de straffen werktuigelijk en op blinde wijze verkort.

Zij ontzenuwt de beteugeling in eene mate, die thans gevaarlijk voor de openbare veiligheid moet worden geacht; want hoe zwaarder het feit is, en hoe gevaarlijker de dader is voor de maatschappij, — hoe ruimer ook de mate, waarin hem de toegevendheid ten goede komt. Deze kan er toe leiden, dat de duur der straf tot meer dan de helft teruggebracht worde.

Door de vermindering, thans door al de opgelegde straffen ondergaan, is de toepassing der strafwetten vervalscht, want de rechters zijn er door gedwongen, straffen op te leggen die met de uitgevoerde niet gelijk zijn. Deze tegenspraak tusschen de rechterlijke vonnissen en de feitelijke werkelijkheid is van aard om de openbare meening te kwetsen. Nu laat zij toe, dat de uitspraak van den rechter, als zijnde te streng, gelaakt worde door hen die onwetend zijn van den wezenlijken duur der straf; elders brengt zij een gevoel van ongemak en onveiligheid te weeg, wanneer de dader van een strafbaar feit, tegen de personen of de eigendommen gepleegd, lang vóór den tijd die voor zijne straf was gesteld opnieuw onder de oogen komt van het slachtoffer, van dezès bloedverwanten en van de getuigen, die tegen hem werden gehoord.

Hoe gewettigd het ontwerp ook weze dat u ter overweging wordt aangeboden, toch is de Regeering van oordeel, Mijne Heeren, dat het geen terugwerkende kracht kan hebben. Zij die vóór de invoering der wet definitief zijn veroordeeld, zullen het voordeel genieten der verminderingen, bij de wet van 4 Maart 1870 toegestaan.

Zelfs gaat het ontwerp verder, en voorziet het in eene leemte der wet van 1870, door ten behoeve van de veroordeelden, die het voordeel van 't vroegere stelsel zullen blijven genieten, eene vermindering te bepalen der tijdelijke straffen boven het twintigste jaar.

Met het doel om deze laatste leemte aan te vullen, zijn bij de Kamer reeds drie wetsvoorstellen aanhangig gemaakt, onderscheidenlijk door de heeren De Lantsheere, De Ponthière en Vandervelde, den 8ⁿ November 1901.

De intrekking der wet van 4 Maart 1870 brengt mede dat artikel 2 der wet van 31 Mei 1888, tot regeling van de strafvermindering bij voorwaardelijke invrijheidstelling, ook ingetrokken moet worden.

Dit beoogt het artikel 2 van het ontwerp.

In het eerste artikel, §§ 1 en 2, zijn de bepalingen der wet van 4 Maart 1870 opgenomen die van kracht moeten blijven. Bij § 3 is wetsbekrachtiging verleend aan eene humane praktijk, waarvan het gevangeniswezen nooit is afgeweken.

Bij artikel 3 is eene fout hersteld, die in artikel 7 der wet op de voor-

waardelijke invrijheidstelling is begaan. Het 2^{de} lid van artikel 4, waarnaar deze bepaling verwijst, is sedert de wet van 3 Augustus 1899 het 5^{de} lid geworden.

Het ligt geenszins in de meening van de Regeering dat zij, door haar voorstel om de wet van 4 Maart 1870 in te trekken, voorgoed het vraagstuk der beteugeling van de herhaling opgelost heeft. Over dat vraagstuk handelen een ontwerp, den 8ⁿ Mei 1906 door den achtbaren heer Van den Heuvel, Minister van Justitie, ingediend, en een tegen-voorstel van 18 December 1906, van den achtbaren heer Devigne, waarbij het aan de rechtbanken is toegelaten de verharde recidivisten gedurende een onbepaalde tijd ter beschikking van de Regeering te stellen. Het hoort aan de Kamer zich te verklaren over deze belangwekkende, doch ingewikkelde, oplossingen, die bij haar aanhangig zijn gemaakt. Onder alle voorbehoud te dezen opzichte, past het in elk geval niet langer eene door tijdsomstandigheden ingegeven, thans door niets meer gerechtvaardigde wetgeving staande te houden. In het belang en met het oog op de doelmatigheid van ons strafstelsel is het geraten de dubbelzinnigheid van kant te laten om tot de logica terug te keeren.

Daarom drukt de Regeering de hoop uit dat de Kamer onverwijld hare goedkeuring aan het ontwerp zal willen hechten.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

(4)

Projet de loi abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation.

Ontwerp van wet tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan.

ALBERT,

ROI DES BÈLGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation.

Ils ne pourront être contraints à le subir que pendant les dix premières années de leur captivité.

Ils y seront soustraits, même avant ce terme, si leur état de santé le requiert.

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

Ces dispositions restent toutefois

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De veroordeelden tot dwangarbeid, tot hechtenis, tot opsluiting en tot gevangenisstraf worden, voor zoover de geschiktheid der gevangenen het toelaat, onderworpen aan het stelsel der afzondering.

Zij kunnen er slechts worden toegedwongen dat stelsel te ondergaan gedurende de eerste tien jaren gevangenzitting.

Zij worden er, zelfs vóór dien tijd, aan onttrokken, indien hun gezondheidstoestand het vereischt.

ART. 2.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 zijn ingetrokken.

Deze bepalingen blijven echter van

applicables aux condamnés jugés définitivement avant la mise en vigueur de la présente loi; et, en ce qui les concerne, la durée des peines subies sous le régime de la séparation sera réduite des $\frac{10}{12}$ pour chacune des années au delà de la vingtième.

ART. 3.

Le § 2 de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 est rectifié comme suit :

« Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 5 de l'article 4 de la présente loi. »

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 1912.

toepassing op hen, die vóór de invoering dezer wet definitief waren veroordeeld; en, wat hen betreft, wordt de duur der onder het stelsel van afzondering ondergane straffen met $\frac{10}{12}$ verminderd voor ieder jaar boven het twintigste.

ART. 3.

Lid 2 van artikel 7 der wet van 31 Mei 1888 wordt als volgt verbeterd :

« Zij kan niet ingeroepen worden in het geval voorzien bij het 5^{de} lid van artikel 4 dezer wet. »

Gegeven te Brussel, den 30^{en} Januari 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.